

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. ALIOUNE BONDIN BEYE,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE DU MALI

Mme le Président: Je désire signaler à la Chambre la présence dans nos tribunes de M. Alioune Bondin Beye, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA CRÉATION D'UN COMITÉ SPÉCIAL EN VUE DE REDONNER À
LA CANADAIR LA CRÉDIBILITÉ DONT ELLE A BESOIN

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, j'aimerais poser ma question au très honorable premier ministre et revenir à la question ayant trait à l'affaire Canadair.

Le premier ministre est quand même conscient, même si nous sommes invités à regarder l'avenir et non le passé, du fait que sur le plan réputation, et on ne veut absolument pas discréditer les objectifs de la Canadair, je pense que cette compagnie en a pris pour son rhume. Étant donné les circonstances, pour redonner justement cette qualité de crédibilité essentielle à toute industrie qui veut faire des progrès, est-ce que le premier ministre ne pourrait pas répondre par l'affirmative à l'invitation du chef de l'opposition, savoir à la création d'un comité spécial pour enfin redonner à la Canadair la crédibilité dont elle a besoin dans le plus grand intérêt du Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je crois que le tour est déjà joué. Cette crédibilité est revenue aujourd'hui même, à compter du moment où le chef de l'opposition, changeant la politique pratiquée par son parti depuis au moins un an, comme l'objectif semblait être de détruire la Canadair ainsi que les emplois qui y sont rattachés et la technologie qui y est développée, quand le chef de l'opposition suivi par le député de Joliette disent maintenant qu'ils veulent coopérer et faire de la Canadair une chose constructive. Je répète à l'honorable député la suggestion que j'ai faite à son chef, c'est-à-dire que nous considérerons les rapports qui seront faits incessamment dans quelques jours, me dit-on, par les comités de la Chambre, justement des comités mixtes de la Chambre qui examinent la situation financière de la Canadair. Qu'ils écoutent le ministre responsable, le sénateur Austin, qui dès que le comité sera prêt leur fera des propositions quant aux objectifs à long terme. Que l'opposition, à ce moment-là, se prononce en faveur ou contre, mais je l'espère en faveur, alors la crédibilité qui a été détruite par les membres de son propre parti et, je le regrette aussi, par une émission de la CBC qui a été présentée il y a quelques semaines... cette crédibilité est en train de revenir et, pour ma part, je souhaite la bienvenue aux partis de l'opposition qui veulent maintenant nous appuyer dans leurs objectifs visant à continuer de faire vivre la Canadair.

M. La Salle: Je désire poser une question supplémentaire, madame le Président.

Est-ce que le très honorable premier ministre accuse le parti progressiste conservateur d'avoir discrédité cette compagnie?

Questions orales

Le parti progressiste conservateur, et le premier ministre le sait très bien, a critiqué les administrateurs nommés par ce gouvernement, lesquels étaient chargés de gérer une compagnie, et il est maintenant prouvé que les administrateurs de cette compagnie ont failli à la tâche, je pense qu'un comité spécial serait utile pour les dénoncer et les faire disparaître et ainsi redonner confiance en cette compagnie. C'est dans ce contexte-là, madame le Président, que je pose à nouveau la question au premier ministre, et en vue de faire retirer l'accusation selon laquelle ce parti a discrédité cette compagnie. Notre parti a discrédité des mauvais administrateurs, et le premier ministre en est le premier conscient aujourd'hui.

M. Trudeau: Madame le Président, j'en appelle à la mémoire des députés qui, je l'espère, est meilleure que celle du député de Joliette. Il y a six mois à peine, lorsque nous voulions renflouer les activités de la Canadair en effectuant de nouvelles avances de capital, ce sont ses collègues sur les bancs conservateurs qui s'y sont opposés, donc qui voulaient que la Canadair meure, recréant ainsi, à 20 ans d'intervalle, le désastre qu'ils ont créé dans le domaine de toute la technologie de l'avionnerie, avec l'expérience de la société AVRO.

* * *

● (1440)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LA RÉACTION CANADIENNE
COMMUNIQUÉE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Environnement. Les pluies acides détruisent nos édifices, tuent nos lacs et elles sont extrêmement malsaines pour les citoyens. Le ministre a déclaré durant la fin de semaine qu'elles faisaient partie d'une crise globale. Après cinq années de négociations, tout ce que le secrétaire d'État américain a pu faire pendant les rencontres de la fin de semaine avec nos ministres, c'est promettre de discuter d'un autre projet d'ici un an peut-être. Le ministre peut-il dire à la Chambre comment il réagit aux atermoiements des Américains?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): Madame le Président, je suis heureux que le chef du Nouveau parti démocratique soit enfin conscient du problème des pluies acides. Je tiens à ajouter que ses renseignements sont un peu embrouillés et confus, comme d'habitude. S'il veut savoir quelle prise de position le Canada a adoptée à Halifax, où elle a été exposée sans ambages, je le lui dirai. Nous avons dit à la délégation américaine et à M. Ruckelshaus que le Canada a un plan, que nous sommes déjà en train d'essayer de réduire de 25 p. 100 les émissions provoquant les pluies acides, que nous sommes impatients de collaborer avec les Américains parce que nous savons que l'objectif final de 20 kilogrammes par hectare par an ne peut être atteint qu'avec leur concours, et que nous attendons impatiemment qu'ils aient un programme, pour pouvoir entamer les négociations, conclure un traité et atteindre ensemble nos objectifs.